

"Ce n'est pas en appauvrissant nos 34 communes qu'on enrichira Marseille"

Hier soir lors du conseil communautaire à Venelles, les élus du pays d'Aix ont renouvelé leur opposition farouche au projet de création de métropole. Sans toutefois la même unanimité qu'il y a quelques mois

Entre deux publicités pour les sponsors du club de volley, la banderole accrochée au mur du gymnase de Venelles ne laissait guère de doute quant à l'issue des débats. "Non à la métropole marseillaise", pouvait-on lire en grosses lettres noires alors que s'ouvrait le conseil communautaire exceptionnel consacré au positionnement de la Communauté d'agglomération du pays d'Aix face au projet métropolitain appuyé par l'État. "Avant toute reprise des discussions avec le préfet Théry (chargé de piloter le projet, ndr), nous demandons au gouvernement d'abandonner l'idée de métropole, lançait en préambule Georges Cristiani, le maire de Mimet, à l'origine d'une pétition portant aujourd'hui la signature de 95 maires sur les 119 que compte le département. Car le préfet ne concerte pas, il tente d'imposer une métropole alors que les maires concernés demandent un syndicat mixte pour prendre en charge uniquement les grands projets sur le territoire de l'aire métropolitaine. Comme c'est d'ailleurs le cas à Paris."

Il s'agissait donc hier soir de voter une délibération, déjà adoptée par les autres communautés d'agglomérations du département -hors Marseille- proposant un "pôle métropolitain regroupant des établissements publics de coopération intercommunale dans un partenariat librement consenti". Et surtout "respectueux des structures intercommunales déjà existantes". Si le sujet a longtemps joui d'une large unanimité, de gauche à droite, les débats d'hier soir ont réservé quelques grincements inédits. Michel Boulan, le maire (UMP) de Châteauneuf-le-Rouge s'est étonné de la faiblesse d'un texte "qui demande l'abrogation de la loi sur la réforme des collectivités territoriales alors que le pôle métropolitain découle précisément de cette loi", un texte qui "accompagne le convoi funèbre" des compétences des communes et des communautés d'agglomération.

"On dit craindre l'abandon des compétences des maires au profit de la métropole et que fait-on? On les transfère au pôle métropolitain!", a-t-il poursuivi, redoutant "le ridicule" dès lors que cette requête de la CPA sera examinée au ministère et regrettant le "problème de gouvernance" qui a exclu les maires et les populations de cette prise de position. Enfin, Michel Boulan a regretté un "audit à la va-vite d'une ville qui a tout de même plus de 2600 ans".

Car le texte soumis au vote des élus communautaires du pays d'Aix n'est pas tendre avec Marseille: "Nous nous engageons à soutenir ces principes pour protéger nos habitants, car ce n'est pas en affaiblissant les mairies du pays d'Aix que l'on guérira Marseille de ses maux" car "elles ne sont pas responsables des décisions prises par la Ville de Marseille et par la Communauté urbaine de Marseille depuis plusieurs décennies". Maryse Joissains n'a pas dit autre chose: "Marseille a des problèmes tels qu'on ne pourra pas l'aider. La création d'une métropole signifierait l'envoi des taxes et des impôts, a-t-elle



La présidente de la CPA Maryse Joissains et Georges Cristiani, le maire de Mimet, à l'origine de la pétition contre la métropole marseillaise, signée par 95 des 119 maires des Bouches-du-Rhône.

/ PHOTOS SOPHIE SPITÉRI

prophétisé, assurant toutefois garder la main tendue vers sa voisine phocéenne. Christian Burle, le maire (UMP) de Peynier, a pris quant à lui moins de précautions pour agiter l'épouvantail marseillais: "Nous avons en pays d'Aix 34 communes et c'est la limite d'échelle. Que se passerait-il si une métropole aussi étendue était créée? La délinquance, l'insécurité... Il en serait fini de notre quiétude, de notre bien-être en pays d'Aix."

Un "baroud d'honneur"

Le député (PS) et maire du Puy Sainte-Réparate, Jean-David Ciot, a refusé "de tomber dans la caricature du pour ou contre" Marseille. "Il existe un certain nombre de compétences où nous avons des faiblesses, où il est impératif de coopérer, comme les transports, le développement économique ou l'environnement, a-t-il expliqué. La question porte surtout sur la méthode et la façon d'organiser cette coopération. Et je ne crois pas que la métropole, une réponse aussi institutionnellement lourde, soit appropriée".

Une métropole dont "le fonctionnement ne se mettrait pas en place avant trois ans alors qu'il y a urgence, a appuyé Loïc Gachon, maire (PS) de Vitrolles. L'intercommunalité unique sur l'aire métropolitaine est une chimère, même si le fait métropolitain est indiscutable". Jacques Agopian (PS) a saisi l'occasion pour proposer à la CPA un petit exercice d'autocritique: "Je suis partisan du 'oui, si...' plutôt que du 'non parce que...' qui nous a fait notamment perdre le siège de l'université ou et prendre le wagon de queue de Marseille Provence 2013, a-t-il dit. Si l'État

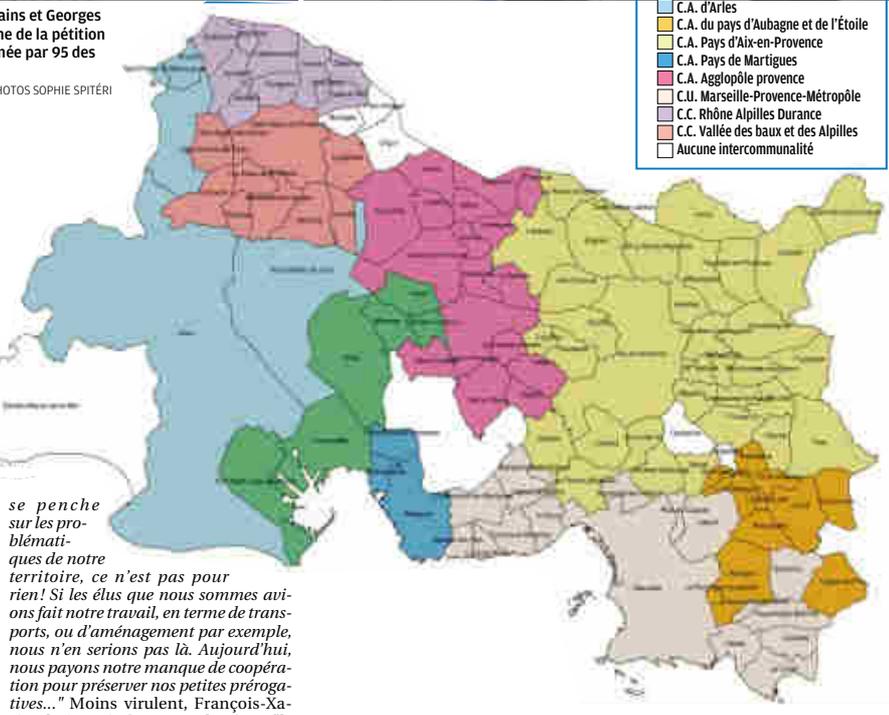
se penche sur les problématiques de notre territoire, ce n'est pas pour rien! Si les élus que nous sommes avons fait notre travail, en terme de transports, ou d'aménagement par exemple, nous n'en serions pas là. Aujourd'hui, nous payons notre manque de coopération pour préserver nos petites prérogatives..." Moins virulent, François-Xavier de Peretti (Centre) a alerté sur "la proposition d'un pôle métropolitain déjà obsolète, qui pourrait être perçue comme un baroud d'honneur". Selon lui, "il faudrait réfléchir à un plan B, à déterminer les exigences du pays d'Aix en terme de représentativité ou de compétences au sein d'une métropole qui risque d'être mise en place malgré le refus exprimé des communautés d'agglomération".

N.R.



Légende

- Limites de communes
- S.A.N. Ouest Provence
- C.A. d'Arles
- C.A. du pays d'Aubagne et de l'Étoile
- C.A. Pays d'Aix-en-Provence
- C.A. Pays de Martigues
- C.A. Aggloprovence
- C.U. Marseille-Provence-Métropole
- C.C. Rhône Alpes Durance
- C.C. Vallée des baux et des Alpilles
- Aucune intercommunalité



CHASSE VIDE À MARSEILLE, MANIF À PARIS

Les élus communautaires se sont prononcés pour le boycott des réunions organisées par le préfet Théry, les 4, 5 et 21 décembre prochains. En revanche, les maires du pays d'Aix sauteront lundi prochain dans le TGV pour manifester écharpe en bandoulière sous les fenêtres parisiennes de Marilyse Lebranchu, ministre de la Réforme de l'État, de la Décentralisation et de la Fonction publique qui recevra une délégation dans l'après-midi.



NOUVEAU NOUVEAU NOUVEAU

Cardio-training - Musculation
Conseil diététique - Team training
TRX - Gym douce - Espace détente ...

Cours Collectifs
Kid Gym à partir de 3 ans
Coaching

Fit'Tonic
www.fit-tonic.com

Horaires : du lundi au vendredi de 8h à 21h30 - le samedi de 9h à 17h
 Domaine de l'Escapade - RN7 Palette - Le Tholonet - 04 42 26 61 31



Conditions Spéciales OUVERTURE

Vers Aix-en-Provence